



EFFAT EXPRESS

EUROPEAN FEDERATION OF FOOD, AGRICULTURE AND TOURISM TRADE UNIONS

Editeur: Harald Wiedenhofer

42° semaine – 2003 15/10/03

L'EFFAT critique la tromperie des consommateurs en rapport avec les denrées alimentaires

A l'heure actuelle, les consommateurs ne s'intéressent plus uniquement à l'aspect et à la saveur des denrées alimentaires, mais souhaitent également savoir s'ils ont été produits dans des conditions durables. Voilà les faits sur lesquels Harald Wiedenhofer, secrétaire général de l'EFFAT, a attiré l'attention lors d'un congrès de l'organisation membre allemande NGG. Il sait que ce débat n'est pas le bienvenu dans de nombreuses entreprises. Mais nous devons ouvrir ce débat parce que les produits – comme les éco-produits – sont de plus en plus souvent récompensés par des certificats de qualité européens, alors qu'ils sont généralement produits dans des conditions de travail et d'emploi plus défavorables que dans l'industrie et parce que l'on ne respecte même pas les normes sociales minimales en vigueur. C'est pourquoi le label de qualité attribué à ces produits ne constitue rien d'autre qu'une tromperie des consommateurs, qui est encouragée par les gouvernements nationaux ainsi que par la Commission.

Pour les syndicats, cela représente également une problématique centrale des négociations actuelles de l'OMC. Bien entendu, ces négociations ont surtout porté sur la manière de venir en aide au tiers monde, et nous devons et nous pouvons faire bien davantage à ce niveau. Il ne faut cependant pas oublier que si les pays et les entreprises du tiers monde peuvent assurer une production beaucoup moins chère, c'est parce qu'ils ne sont pas tenus de se conformer à des normes sociales et environnementales et parce qu'ils font travailler des millions de gens dans des conditions indignes extrêmes. Harald Wiedenhofer doute fortement que la situation des travailleurs du tiers monde s'améliore sensiblement si l'UE ouvre ses frontières du jour au lendemain. Nous devons certes les ouvrir, mais il faut également que les pays et les entreprises du tiers monde se conforment au moins aux normes de travail de base de BIT, qu'ils reconnaissent les syndicats, qu'ils négocient équitablement avec eux des conventions collectives de travail et qu'ils envoient les enfants à l'école au lieu de les faire travailler dans les champs et dans les usines. Si nous ne parvenons pas à imposer de cette manière le respect de normes minimales, quand allons-nous pouvoir le faire ? Aussi complexes les négociations de l'OMC puissent-elles être, il s'agit en fin de compte de l'emploi en Europe aussi. Si nous ouvrons complètement les frontières pour le sucre aujourd'hui, demain il n'y aurait plus d'industrie sucrière en Europe. On ne peut pas demander aux travailleurs européens qu'ils renoncent à leur emploi au profit des travailleurs du tiers monde. Cela n'a rien à voir avec la solidarité. C'est pourquoi les travailleurs en Europe doivent attendre des négociations de l'OMC qu'elles débouchent sur une croissance accrue et plus d'emplois dans le monde.

Une étude sur les risques de l'élargissement de l'UE

Dans un rapport de consultants au sujet de l'élargissement de l'UE récemment présenté par la Commission, des hauts fonctionnaires de l'UE critiquent le fait que les négociations d'adhésion sont essentiellement motivées par des considérations politiques et pas par des analyses réalistes et objectives. L'élargissement de l'UE englobe quelques pays qui ne s'y sont pas suffisamment préparés. Les plus gros problèmes d'adaptation et de transposition ont été observés dans trois domaines : l'agriculture, la sécurité alimentaire et le social. Même une

année ou deux n'auraient pas suffi pour assurer la transposition. Seules dix années auraient pu faire une différence.